
La sécurité énergétique de l'Arménie et l'avenir du programme nucléaire arménien

par Armen Khazarian,
[ArmeniaNow](#) – 15/9/2007

L'énergie nucléaire est l'épine dorsale de la sécurité énergétique de l'Arménie. La centrale nucléaire de Metsamor représente entre 40 et 45 % de la consommation d'électricité en Arménie. Sa fermeture, sans alternative viable, paralyserait l'économie nationale, entraînant une crise comparable à celle du début des années 1990.

Pour l'Arménie, les alternatives sont limitées. Ses capacités en énergie hydroélectrique, thermique ou non conventionnelle, combinées au maintien et à l'amélioration des structures existantes, ne répondraient qu'en partie aux besoins existants. Les perspectives de l'Arménie en pétrole et en gaz sont de même restreintes. L'accès aux sources d'énergie de la région Caspienne lui est refusé, et la capacité limitée du gazoduc Iran-Arménie, ainsi que la complexité géopolitique qui entoure cette option, en font une alternative peu appropriée.

La sécurité énergétique de l'énergie dépend donc directement de son programme nucléaire. Dans les huit à neuf prochaines années, l'Arménie a une opportunité unique pour sécuriser sa technologie, trouver les financements et l'aide internationale nécessaires, afin de construire une nouvelle centrale nucléaire, avant la fermeture de celle qui existe.

L'Arménie a, en plusieurs occasions, exprimé son intention de rechercher une aide internationale pour cette nouvelle centrale. A cet effet, en juillet 2005, une étude de faisabilité a été demandée à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), que celle-ci a soutenue. En fait, l'année précédente, l'AIEA avait déjà reconnu la forte connexion existant entre l'indépendance énergétique de l'Arménie et son futur programme nucléaire débutant en 2016.

L'Arménie s'est acquise une excellente réputation auprès de l'AIEA pour sa bonne volonté, sa sécurité et sa gestion responsable. Elle est aussi signataire du Protocole additionnel à l'Accord de sauvegarde nucléaire de l'AIEA, au titre du Traité de non-prolifération nucléaire. Accord constituant un instrument fondamental pour contrôler de manière approfondie la conformité d'un Etat membre avec les normes d'usage pacifique. Ainsi l'Arménie ne devrait-elle pas rencontrer d'obstacles scientifiques, industriels ou de conformité pour se qualifier en vue d'une assistance pour sa nouvelle centrale. Néanmoins, l'opposition potentielle de certains Etats membres, et la situation régionale, y compris le conflit du Nagorno-Karabagh, pourraient faire obstacle à ses efforts en vue d'assurer les sources d'un financement international. Le soutien des Etats-Unis à cette centrale nucléaire est cependant de nature à affirmer la crédibilité de l'Arménie et à ouvrir la voie à cette nécessaire assistance internationale.

Des débats ont eu lieu entre les autorités américaines et arméniennes en charge de l'énergie, concernant la sécurité énergétique de l'Arménie, y compris l'énergie nucléaire à court terme, puis, de manière plus active, pour les deux prochaines années. Bien qu'il ait exprimé des réserves sur la partie nucléaire, le gouvernement des Etats-Unis a soutenu globalement la demande arménienne de sécurité énergétique, sans exclure à l'avenir une assistance potentielle dans le domaine de l'énergie nucléaire. Cela montre que l'aide américaine à l'Arménie pour développer le nucléaire est tout à fait concevable, et l'on peut ainsi penser qu'en plaidant sa cause de manière sérieuse et professionnelle, des résultats soient obtenus.

Naturellement, des incertitudes demeurent sur la liberté de l'Arménie dans le choix de ses partenaires énergétiques – une réserve qui pourrait compliquer le processus. La stratégie énergétique de l'Arménie est liée à la Russie, dont les intérêts pourraient ne pas être indifférents à l'engagement des Etats-Unis dans de vastes projets énergétiques avec Yérévan. Etant donné qu'une grande part du secteur énergétique de l'Arménie, y compris la centrale de Metsamor, se trouve sous contrôle russe partiel ou total, la coopération de la Russie pourrait s'avérer nécessaire, afin de progresser sur tout nouveau projet nucléaire.

Mais ce potentiel de coopération entre Russie et Etats-Unis existe déjà. Il se fonde sur une déclaration conjointe des Présidents Bush et Poutine sur la coopération pour un usage pacifique de l'énergie nucléaire et la lutte contre la prolifération nucléaire, publiée le 17 juillet 2006, à la veille du Sommet du G8 à Saint-Petersbourg. Cette Déclaration instaure un dispositif d'accord pour une coopération à trois niveaux - entre Etats-Unis et Russie, quatre autres nations du Groupe des Fournisseurs Nucléaires (NSG) et l'AIEA – en vue d'étendre les modèles de développement de l'énergie nucléaire aux nations intéressées. Elle prévoit aussi de minimiser les risques de poursuite d'enrichissement de l'uranium et du processus de combustion en vue d'une possible production d'armements. Cette Déclaration reconnaît en outre le rôle essentiel de l'énergie nucléaire dans la sécurité énergétique et charge directement les gouvernements américain et russe d'entamer des négociations pour tout accord de coopération dans le domaine pacifique de l'énergie nucléaire.

La raison d'être de cette déclaration conjointe est l'inquiétude des Etats-Unis, de la Russie et du monde, par rapport au programme nucléaire iranien. Elle se fonde toutefois largement sur la prise de conscience grandissante, parmi les puissances nucléaires, du fait qu'une non-prolifération plus stricte n'est efficace que si elle est complétée par des mécanismes légitimes d'accès à un développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Si la Déclaration Bush-Poutine conduit finalement à un accord de mise en œuvre, cela créerait les bases suffisantes pour toute coopération potentielle américano-russe sur la question du programme énergétique nucléaire de l'Arménie. Ce dispositif conjoint ne traiterai toutefois que les aspects concernant la technologie, la sécurité et la non-prolifération, mais non celui du financement.

Le gouvernement arménien a pris acte des aspects financiers liés à la construction d'une nouvelle centrale. Il prévoit un coût minimum de quelque 600 millions à deux milliards de dollars, qui dépend de plusieurs facteurs, en premier lieu de la conception et de la capacité du réacteur. Le gouvernement arménien a aussi pris l'initiative d'amender la législation nationale sur l'énergie, en vue d'autoriser des investissements privés et l'acquisition d'infrastructures dans le domaine de l'énergie nucléaire nationale, afin d'attirer des sources potentielles, nationales et étrangères, de financement.

L'énergie nucléaire est une question de nécessité pour l'Arménie, et non un choix. Dans les vingt prochaines années, la sécurité énergétique sera un facteur déterminant de compétitivité nationale dans le Caucase Sud. Elle aura un impact direct sur l'avenir des trois Etats de la région et sur l'inévitable compétition stratégique en ressources, opportunités et succès en terme de développement de la nation.

Aider l'Arménie à édifier sa nation doit devenir un objectif central de la communauté associative arménienne américaine qui défend sa cause. Etant donné l'importance de l'énergie nucléaire pour la sécurité énergétique de l'Arménie, et l'impact que peut avoir le soutien de l'Amérique vers cet effort, le plaidoyer des Arméniens américains a un rôle vital à jouer pour constituer et influencer le soutien du gouvernement des Etats-Unis et le secteur privé, en terme de politique régulatrice, de législation et de financement, afin d'aider l'Arménie à assurer sa sécurité énergétique.

Au début des années 1990, alors que le développement de la région Caspienne était en cours de planification, l'Arménie fut confrontée à un choix : le Karabagh ou une part de l'énergie caspienne. L'Arménie a rejeté l'idée de choix, réaffirmant la primauté du Karabagh. Le prochain défi de l'Arménie, pour les dix prochaines années, est d'affirmer avec succès « l'autre face » de la question de l'indépendance : l'énergie. Le chemin qui y conduit l'Arménie passe par l'énergie nucléaire. C'est là sa meilleure réponse aux défis que posent les riches ressources en pétrole caspien de l'Azerbaïdjan.

Armen Khazarian est directeur de recherche et d'analyse, Assemblée des Arméniens d'Amérique